

**LA LENTE AGONIE D'UNE ORGANISATION :
LA FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS SOCIALISTES DE
FRANCE
DE LA SCISSION ALLEMANISTE À LA S.F.I.O.**

Cet article est extrait du *Bulletin du Centre d'histoire de la France contemporaine* [Université de Paris X-Nanterre] n° 13, 1992, p. 29-44.

On peut lire aussi, de la même auteure, "Les broussistes dans la S.F.I.O., un courant ?", in *Cahier et revue de l'OURS*, n° 2, 1994, p. 7-17 (Notons que, curieusement, ce travail ne cite pas le présent article).

La pagination originale est donnée en italiques entre crochets.

Sylvie RÉMY

L'étude d'une organisation politique, fût-elle régionale, comporte quelques impératifs : une analyse des structures, de ses militants, de ses buts et de son orientation, de son implantation, du poids et de l'influence qu'elle exerce sur les citoyens... Pourtant, nous ne tenterons pas l'exercice périlleux qui consisterait à résumer en quelques lignes l'ensemble des données rassemblées à l'occasion d'un travail sur un des courants essentiels de socialisme parisien¹. Nous avons choisi de nous interroger sur ce qui différenciait fondamentalement l'organisation possibiliste des années 1880 de l'organisation broussiste des années 1890-1900. Il nous semblait important de voir ce qu'était réellement devenu la plus vieille structure politique du mouvement ouvrier français encore existante. La Fédération des Travailleurs socialistes de France (F.T.S.F.) est, en effet, directement issue du congrès de Marseille qui s'était tenu en 1879. Certes, entre la fin des années 1870 et le début des années 1890, le mouvement ouvrier a connu de nombreuses scissions mais lors de chaque congrès, la fraction regroupée autour de Brousse était majoritaire. Majoritaires les possibilistes² au congrès [29] du Havre en 1880 lors du départ d'une partie des coopérateurs et des blanquistes ; majoritaires encore, lors du congrès de Saint-Étienne en 1882 qui voit le départ des guesdistes et majoritaires toujours en 1890, lors du départ des allemanistes.

Ce qui nous frappe au premier abord, dans l'évolution de la F.T.S.F. entre ces deux décennies, c'est le déclin important de l'implantation militante, de son audience

¹ Sylvie Rémy, *Le courant broussiste à Paris de 1890 à 1905*, mémoire de maîtrise sous la direction de R. Hubscher et El Gammal, Université Paris X, 1991, 269 p.

² Ce nom leur a été donné par Jules Guesde en 1882, lors de la parution dans *Le Prolétaire* du 19 octobre 1881, d'un article de Paul Brousse qui disait : "Fractionner notre but jusqu'à le rendre possible..." Il semble nécessaire de préciser les significations des différents termes que nous employons. Jusqu'au mois d'octobre 1890, date à laquelle une fraction de la Fédération des Travailleurs socialistes de France (F.T.S.F.) se sépare de l'organisation pour fonder avec Allemane le nouveau Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (P.O.S.R.), il n'est pas légitime de distinguer deux courants distincts, le premier broussiste, le second allemaniste. C'est bien la scission d'octobre 1890 qui marque la naissance de ces deux mouvements. Avant elle, nous ne pouvons que parler de "possibilistes". Ainsi, lorsque nous parlons des possibilistes, nous faisons référence à la période antérieure à la scission d'octobre 1890. Cependant, nous pouvons également employer ce terme pour la période suivante lorsque nous voulons mesurer l'évolution des allemanistes et des broussistes dans leur ensemble par opposition à d'autres groupes socialistes, indépendants ou guesdistes, le plus souvent.

électorale et le "recentrage" de son activité autour des questions électorales. Nous laisserons donc de côté les questions théoriques dont les bases sont antérieures aux années 1890³, y compris lorsqu'elles peuvent fonder leur spécificité comme la question du socialisme municipal. Sur ce plan en effet, les années 1890 n'apportent rien de vraiment nouveau, si ce n'est quelques prises de position de la part de Paul Brousse mais qui, n'ayant pas été entérinées par un congrès de la F.T.S.F., ne peuvent pas réellement être considérées comme des évolutions fondamentales. Nous pourrions bien entendu noter une évolution de la pratique, mais celle-ci ne peut se comprendre sans une étude préalable de l'évolution des forces militantes qui en dernier lieu déterminent toute activité politique.

Ainsi, étudier l'Union fédérative du Centre⁴ (U.F.C.) dans les années 1890-1905, revient à suivre le parcours de la première structure socialiste parisienne, fédérée à la première organisation socialiste française, et cela depuis 1890, date à laquelle elle n'est encore que faiblement concurrencée, jusqu'à sa disparition comme organisation politique lors du congrès de Tours du P.S.F en 1902 et sa dilution dans la S.F.I.O. [30]

En d'autres termes, comment est morte la première des organisations socialistes constituée après la Commune de Paris ? Ceci suppose deux questions préalables : d'une part l'étude de son implantation proprement dite en tentant de mesurer les conséquences à moyen terme de la scission allemaniste d'octobre 1890 et d'autre part, les répercussions de cette évolution militante sur l'activité de l'U.F.C.⁵

La scission allemaniste : des conséquences à moyen terme

Nous l'avons dit, nous n'aborderons pas les questions d'orientation qui animent le congrès fédéral de l'U.F.C., puis les premiers moments du congrès de Châtellerault, et où s'opposent allemanistes et broussistes. Celles-ci, principalement axées autour du contrôle des élus par les instances du parti et plus généralement autour des questions de discipline ont abondamment traitées par Michel Winock dans son article sur la naissance du parti allemaniste⁶. Nous nous attacherons à l'étude de l'évolution de l'implantation des broussistes après le départ des allemanistes. Dans quelle mesure la scission de Châtellerault peut-être considérée comme un élément fondamental dans le déclin irréversible que connaît la F.T.S.F et sa principale fédération régionale, l'U.F.C, tant sur le plan de son implantation militante proprement dite que sur celui de son activité induite ?

³ Il s'agit principalement de l'ouvrage de Paul Brousse, *La propriété collective et les services publics*, éd. du *Prolétaire*, Paris, 1883. La deuxième édition, parue en 1910 comporte une préface précisant qu'analyses et conclusions sont restées identiques.

⁴ La F.T.S.F. est composée depuis 1882 de six fédérations régionales. En 1890, la répartition des départements entre les différentes fédérations a été modifiée : l'Union fédérative du Centre qui regroupait jusque là les départements de la Seine et de la Seine-et-Oise se voit adjoindre ceux du Loiret, de l'Eure-et-Loir, de l'Eure, de l'Oise et de la Seine-et-Marne. Le Nord compte 12 départements, l'Ouest 22, l'Est 25, le Midi 21, la dernière région regroupe l'Algérie et les autres colonies.

⁵ Quatre cartons d'archives conservés aux Archives de la préfecture de Police (APo) constituent l'essentiel de nos sources. Il s'agit des cartons BA 1480 portant sur les activités de l'U.F.C. entre 1888 et 1895 et qui ne couvre donc pas la dernière période ; BA 1481 portant sur les broussistes du 18^e arrondissement de 1890 à 1899 (qui nous fournit parfois quelques indications sur d'autres arrondissements) ; BA 985 concernant les activités de Paul Brousse depuis 1880 jusqu'à sa mort en 1910 et qui détaille pour la période qui nous intéresse les diverses activités du groupe des Épinettes dans le 17^e arrondissement ; BA 31 comprenant le compte rendu du congrès régional de l'U.F.C. d'octobre 1890.

⁶ M. Winock, "La scission de Châtellerault et la naissance du parti allemaniste (1890-1891)", in *Le Mouvement social*, avril-juin, p. 33-62.

Ainsi, à l'automne 1890 qui voit se consommer la scission entre les partisans de Paul Brousse et ceux de Jean Allemane, la F.T.S.F. compte environ 120 groupes, soit un potentiel militant compris entre 1 000 et 2 000 personnes⁷. La majorité de ces militants se trouve en région parisienne, regroupés dans les 63 – peut-être 71 – groupes de l'Union fédérative du Centre⁸. Si nous étudions ces 63 groupes au moment du congrès fédéral, [31] nous pouvons y voir 42 groupes broussistes, contre 21 groupes allemanistes. Les premiers se trouvent essentiellement dans les arrondissements périphériques et singulièrement dans les 17e, 18e, 19e et 20e arrondissements, alors que les allemanistes occupent plus facilement les arrondissements du centre, notamment les 1er, 2e, 3e, 7e, 10e et 11e. Il s'agit là d'une première partition de la capitale que nous retrouvons de plus en plus accentuée au fil des années. Pourtant, s'ils sont majoritaires en nombre de groupes, les broussistes sont minoritaires dans le congrès fédéral en nombre de militants. Il faut dire que les partisans de Brousse ont anticipé les difficultés qui se dessinaient depuis quelque temps déjà en créant de nombreux groupes dont la réalité est plus que contestable. A tel point que 14 de ces groupes, tous de banlieue, ne survivent pas au congrès de Châtellerault. Dès lors, le chiffre de 42 groupes broussistes existants à l'automne 1890 semble bien surestimé. Nous devons néanmoins tenir compte des scissions internes aux groupes d'arrondissements, répercussion de la scission nationale de Châtellerault sur la base militante. Ainsi sur les 21 groupes à majorité allemaniste, dix, qui disposaient d'une minorité broussiste suffisante, ont scissionné pour créer à côté du groupement allemaniste un nouveau groupement fidèle à la F.T.S.F.

Au total, en décembre 1890, deux mois après la scission de Châtellerault, l'U.F.C. d'obédience broussiste n'a perdu que dix groupes situés pour la plupart dans les fiefs allemanistes cités précédemment. A ce moment, les militants broussistes peuvent croire qu'il ne s'agit là que d'une péripétie qui sera vite oubliée. D'ailleurs, la scission n'a eu que peu de répercussions sur la structuration interne du parti. Les allemanistes ont dû être remplacés au comité national, mais les groupes sont toujours présents, les réunions de la Fédération se tiennent régulièrement et les élus ont tous, à l'exception de Berthaut et de Faillet, respectivement conseillers municipaux de Belleville (20e) et de l'Hôpital Saint-Louis (10e), choisi la vieille fédération. Les broussistes représentent donc toujours la plus forte fraction socialiste au Conseil municipal de Paris avec cinq élus contre deux allemanistes, deux blanquistes et un indépendant.

Le congrès national de 1892 laisse apparaître les premières conséquences de la scission. On peut y mesurer la place prépondérante que prennent, dans l'organisation et dans les débats, les militants parisiens et parallèlement la faiblesse de l'implantation provinciale réduite à une dizaine de villes, mais surtout – et c'est là un élément réellement significatif – la faiblesse de la représentation corporative qui constituait dans la [32] décennie précédente le socle de l'organisation possibiliste. Rappelons que trois ans plus tôt, la F.T.S.F. avait reçu mandat du congrès international de Londres de 1888 pour organiser, avec l'aide des trade-unions anglais, le prochain congrès international qui devait regrouper essentiellement des organisations corporatives.

Dès 1891, il existe des indices montrant l'amorce d'un déclin réel de l'U.F.C. Certes, le nombre de groupes recensés se situe toujours autour de 50, mais ils ne sont plus qu'une trentaine à participer régulièrement aux réunions hebdomadaires du

⁷ Le minimum réglementaire d'adhérents par groupe était de 15.

⁸ Allemane, quant à lui, en fixe le nombre à 110, mais le nombre maximum que nous ayons pu constater dans les séances du congrès fédéral s'élève à 71... Voir M. Winock, "La scission...", art. cit., p. 34 et APo, BA 31.

comité fédéral ; des groupes se défont puis se reconstituent, illustrant une instabilité croissante. L'activité des groupes semble aussi régresser. Quelques semaines avant les élections municipales de 1893, la situation semble à ce point grave qu'elle provoque une réaction de la commission administrative de l'U.F.C.⁹ visant à organiser des conférences dans les arrondissements qui font preuve d'un manque certain de dynamisme et parmi lesquels se trouvent les arrondissements "phares" du parti, c'est-à-dire les 17^e, 18^e et 19^e.

Certes, l'intervention de l'exécutif fédéral a permis de relancer une activité militante dans ces quartiers, mais celle-ci n'a pu compenser les difficultés que ces élections municipales mettent alors en pleine lumière. Tout autant que l'évolution du nombre de groupes ou que celle du nombre de militants, au demeurant difficile à évaluer, les résultats électoraux de 1893 nous montrent les véritables conséquences de la scission de 1890. Avec 23 986 voix contre 42 022 en 1890, la F.T.S.F. perd 18 036 voix, mais surtout elle est devancée par les allemanistes qui avec 32 615 voix sont désormais la première force socialiste à Paris. Cette première indication électorale est d'autant plus significative qu'elle se situe dans un contexte de progression non négligeable des socialistes à Paris qui passent de 52 083 voix, soit 14,7 % des suffrages exprimés, à 79 495 voix : 22,64 % des suffrages. Ainsi, alors que l'ensemble des socialistes enregistre une progression de plus de moitié, les broussistes voient, eux, leur audience diminuer. Certes, si nous additionnons les résultats des allemanistes à ceux des broussistes, le score des possibilistes¹⁰ est en augmentation, mais ce sont bien les allemanistes qui profitent principalement de cette progression. Les [33] scrutins municipaux suivants confirment et amplifient même cette tendance. Ainsi, lors des élections de 1896, les broussistes perdent 7 086 voix soit 30 % de leur chiffre de 1893, dans une situation où, là encore, l'ensemble des socialistes progressent. Néanmoins, contrairement à ce qui s'était passé en 1893, le déclin des broussistes ne profite plus aux allemanistes, qui perdent également des voix, mais aux socialistes indépendants. Enfin, lors des élections municipales de 1900, ils sont devancés par l'ensemble des écoles socialistes, à l'exception des guesdistes, et ne totalisent que 19 003 voix. Avec 46 032 voix, les socialistes indépendants arrivent en tête des organisations socialistes dans la capitale suivis des blanquistes (24 809 voix), des allemanistes (22 681 voix). De première force socialiste en 1890, la F.T.S.F. est reléguée en quatrième position dix ans plus tard.

Ces résultats électoraux, doivent toutefois être nuancés par quelques éléments au premier rang desquels figure la relative stabilité des élus broussistes au sein du Conseil municipal de Paris. En effet, après les conséquences immédiates de la scission de 1890 – trois des huit sièges appartenant à la F.T.S.F. sont perdus pour les broussistes¹¹ –, ils conservent toujours un minimum de trois à cinq sièges au Conseil municipal. Pourtant, là encore, ils sont devancés dès les élections de 1896 par les socialistes indépendants qui, avec neuf sièges, devancent l'ensemble des écoles socialistes. Les broussistes, après cette date, conservent invariablement leur

⁹ La commission administrative est l'organe exécutif de la Fédération. Elle est composée de 15 membres élus sur proposition des groupes par le comité fédéral, lui-même composé d'un délégué et d'un délégué-adjoint par groupe adhérent à l'U.F.C.

¹⁰ Ce regroupement n'a pas de réalité ; nous l'avons effectué afin de montrer que le déclin des broussistes est moins lié à l'émergence d'une nouvelle force socialiste à Paris qu'à des raisons qui leur sont propres ; les allemanistes, qui partagent avec eux une même histoire ne sont pas touchés, au contraire.

¹¹ En effet, nous l'avons vu, deux élus sur huit rejoignent les allemanistes et le siège de Chabert dans le 1^{er} arrondissement est perdu. Lors de l'élection partielle qui suit la mort de Chabert, les possibilistes, divisés entre partisans de Gély (broussiste) et de Piéron (allemaniste), sont battus par Grébauval, blanquiste révisionniste.

deuxième place avec cinq élus en 1898 à la suite à d'élections partielles, quatre en 1900 et cinq en 1905¹².

Le déclin de l'U.F.C., et à travers elle, celui de la F.T.S.F. dans son ensemble, apparaît donc très clair. Une nouvelle estimation du nombre de groupes en 1893 porte le total à 23. Tous les groupes de banlieue, à l'exception de L'Émancipation de Boulogne, ont disparu et on ne compte plus que cinq groupements corporatifs contre 18 au lendemain de la scission de 1890. Nous tenons à insister sur ce dernier point, car à la fois il reflète le déclin broussiste après le départ des allemanistes et apporte un premier élément d'explication de ce déclin. En effet, nous trouvons souvent à l'origine d'un groupe socialiste dans une ville, un noyau [34] de militants syndicalistes¹³. Et les possibilistes, loin de déroger à cette règle, semblent en être les meilleurs illustrateurs au cours des années 1880 au point que *Le Prolétaire* peut être considéré comme "le premier journal d'une nouvelle presse syndicale"¹⁴. Comme la plupart des organisations socialistes, la structure de la F.T.S.F. est alors essentiellement syndicale. Or, dès la scission de Châtellerault, nous pouvons constater les faiblesses de l'implantation broussiste dans ce domaine pourtant essentiel. Si nous exceptons la figure particulière de Victor Dalle, broussiste et militant syndicaliste présent dans la plupart des instances importantes (C.G.T. et Bourse du travail), on ne compte plus guère de broussistes dans ce milieu.

Dans un premier temps, les broussistes ont pu maintenir l'illusion d'une présence dans le milieu syndical en provoquant, après le Congrès de Châtellerault, des scissions dans les syndicats majoritairement allemanistes. Par ce moyen, ils ont constitué des organisations syndicales qui leur étaient acquises. Cependant, ces créations artificielles se sont révélées être peu viables. Avec les allemanistes, les broussistes ont perdu les syndicats artisanaux du centre de Paris et notamment le puissant syndicat des typographes d'Allemane. Il est d'ailleurs probable que la personnalité et le métier de typographe du syndicaliste Allemane ait joué en défaveur du docteur Paul Brousse. Les événements qui se produisent au sein de la Bourse du travail de Paris au début des années 1890 aboutissent même à l'effacement complet des broussistes. Alors que les possibilistes¹⁵ détiennent l'ensemble des trente sièges au comité général de la Bourse du travail de Paris au printemps 1890, les broussistes sont évincés totalement des instances exécutives en 1892. En réalité, les broussistes ne parviennent plus à s'implanter dans des syndicats parisiens que d'une façon marginale, dans des secteurs éloignés des milieux artisanaux traditionnels et liés au principal atout qu'il détiennent : leur poids dans le Conseil municipal parisien. Ainsi, nous voyons se constituer des syndicats comme ceux des employés de la ville de Paris, des égoutiers, des chauffeurs d'omnibus, tous broussistes. Mais ces créations tardives demeurent insuffisantes pour permettre aux broussistes parisiens de réintégrer le milieu syndical. Et pourtant, les [35] broussistes n'ont pas négligé les marques de bonne volonté en direction des syndicalistes les plus en vue,

¹² Rappelons qu'à cette date, la F.T.S.F. n'existe plus. Les cinq élus mentionnés pour 1905 sont donc d'anciens membres de l'organisation broussiste, adhérents alors du P.S.F., puis de la S.F.I.O

¹³ A cet égard, le livre d'Hubert-Rouger sur les fédérations socialistes est extrêmement intéressant dans la mesure où il nous décrit précisément le processus de constitution de groupes dans toutes les villes d'implantation socialiste. Hubert-Rouger, *Les fédérations socialistes*, 3 vol., in *Encyclopédie socialiste syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière*, publiée sous la direction technique de Compère-Morel, A. Quillet, Paris, 1913-1931.

¹⁴ M. Perrot, *Les ouvriers en grève (1871-1890)*, Paris-La Haye, Mouton, 1975, t. 1, p. 436.

¹⁵ Rappelons qu'au moment où est élu le comité général de la Bourse du travail de Paris, la scission n'a pas eu lieu et que nous ne pouvons donc pas distinguer les éléments broussistes des éléments allemanistes.

allant même, pour soutenir la campagne de Pelloutier, jusqu'à se prononcer en faveur de la grève générale, alors que tous les débats de la F.T.S.F. laissent apparaître une opposition quasiment unanime à cette idée. Ce départ vers les rangs allemanistes des militants traditionnellement les plus actifs, parce qu'agissant dans le cadre même de leur activité quotidienne, est certainement un élément fondamental dans le déclin broussiste, mais il ne peut suffire à l'expliquer à lui seul.

Les difficultés financières ont beaucoup pesé dans le déclin de la F.T.S.F. L'année 1893 est en effet celle où les questions budgétaires sont souvent portées à l'ordre du jour des réunions de l'U.F.C. *Le Prolétaire*, l'organe officiel de la F.T.S.F., subit de plein fouet cette crise financière, conséquence directe de la scission : le nombre d'abonnés diminue sensiblement mettant en péril l'équilibre budgétaire, puis l'existence même du journal. Celui-ci n'y résiste pas, et le numéro du 15 avril 1894 est le dernier. Or l'organe officiel, celui qui publie les convocations aux réunions, les comptes rendus des débats et des discussions, les positions du parti sur tel ou tel problème d'actualité est un ciment essentiel pour les militants socialistes de cette fin du XIXe siècle. La disparition du *Prolétaire* supprime la plupart des liens avec les groupes de province, mais aussi avec de nombreux militants parisiens. Il s'agit bien de la disparition d'un élément central de la vie de la F.T.S.F., conséquence d'un déclin et cause d'un déclin plus important encore.

En étudiant plus précisément les problèmes financiers de la F.T.S.F. en liaison avec les questions de structuration militante, nous devons signaler l'importance que détenait la coopérative possibiliste à la fin des années 1880 dans le budget du parti. "La Sociale", coopérative parisienne de consommation, mise en place par Brousse en 1887, fournissait aux adhérents du *Prolétaire* des tarifs privilégiés sur des produits de consommation de base, mais surtout versait à la F.T.S.F. près d'un tiers de ses bénéfices annuels, soit près de 6 000 francs, somme non négligeable, équivalant à 500 cotisations annuelles¹⁶. C'était là un revenu stable qui permettait notamment la diffusion du journal et l'achat de matériel militant. Or, la Sociale subit gravement les conséquences de la scission. Certes les broussistes en conservent la direction, mais comme les militants allemanistes ne s'y approvisionnent plus, la coopérative connaît un déclin dès 1890 avec une diminution de son chiffre d'affaires de 0,8 % puis de 8 % en 1891. En 1893 [36] elle ne parvient plus à équilibrer son budget et entraîne dans sa chute l'organe officiel du parti auquel elle ne peut survivre.

Ainsi, en trois ans, les broussistes ont perdu leur principale source de financement et l'outil principal de leur militantisme. Il est probable que loin d'un déclin progressif étalé sur ces années, il s'agisse en réalité d'une conséquence à retardement de la scission de l'automne 1890. Ce sont bien les pertes de militants et d'abonnés qui ont provoqué la disparition de l'organe officiel du parti et de sa principale source de financement. *La France socialiste*, le nouvel organe créé en août 1894, et largement financé par Paul Brousse lui-même, ne vit que quelques mois avant de disparaître en décembre 1895 sous la pression de militants qui jugeaient le sacrifice financier beaucoup trop important.

Une fois n'est pas coutume, nous pouvons pour l'année 1894 cerner assez précisément le nombre d'adhérents à l'U.F.C. puisque nous disposons de données précises sur la situation financière. Ainsi, le nombre de militants à jour de leurs cotisations s'élève à 84 en juillet 1894 et celui des militants qui ont moins de trois mois de retard de cotisation à 120¹⁷, soit un total de 204 militants. En tout état de cause, il s'agit d'une preuve irréfutable d'une baisse très sensible du nombre de

¹⁶ La cotisation militante était fixée à un franc par mois.

¹⁷ Maximum autorisé avant d'être exclu du parti pour non-paiement.

militants entre 1890 – où, rappelons-le, nous recensons 63 groupements – et juillet 1894. Par ailleurs, ces quelques éléments comptables nous renseignent également sur les difficultés d'existence de la F.T.S.F. et de sa principale fédération. Les sommes dues par les groupes représentent en janvier 1894, 20 % du budget semestriel de l'U.F.C. et cette proportion s'élève à 45 % pour le semestre suivant puisque les cotisations des militants et des élus constituent désormais l'unique source de revenus de la Fédération.

Nous avons vu que l'année 1894 semble bien être le "creux de la vague" pour l'U.F.C. au point que les militants parisiens, conscients de la faiblesse de leur organisation hésitent à convoquer un congrès national, qui se tient pourtant à Tours après une "préparation tenue secrète", pour ne pas montrer l'état de la F.T.S.F. En 1895, la situation se redresse sensiblement. Du point de vue des groupes tout d'abord, puisqu'entre le 24 avril 1895 et le 13 novembre 1895, on assiste à la reconstitution de quatre groupes parisiens et à l'adhésion de trois nouveaux groupes en banlieue, et ce alors qu'aucune échéance interne ne peut faire soupçonner une création fictive. Cette fin d'année 1895 voit donc un relèvement avec 26 groupes adhérents de l'U.F.C. Pourtant, déjà, seuls les arrondissements périphériques du nord et du nord-est disposent de groupes stables. Dans les autres arrondissements [37], les groupes se font et se défont et ne participent qu'épisodiquement aux réunions du comité fédéral, ce qui montre leur faible vitalité.

En 1899, si nous nous en tenons aux comptes rendus du premier congrès général des organisations socialistes françaises, nous pouvons dénombrer l'existence de 24 groupements adhérents à l'U.F.C. A titre de comparaison, il est intéressant de noter la présence de 26 groupes de province dont une vingtaine en provenance de l'Ouest. Pourtant il convient de prendre en compte ici la création fictive de groupes dans la perspective du congrès unitaire, à quoi s'ajoute l'effet de mesures comme l'amnistie des cotisations impayées par les groupes et les militants dans le but avoué de grossir la représentation broussiste dans le congrès. Ainsi, dès le mois qui suit le congrès de décembre 1899, les deux chambres syndicales ont disparu, ainsi que quatre des six groupes d'arrondissement et un des quatre groupes du 12e. La même remarque peut être faite pratiquement à l'identique pour les chiffres issus du congrès général de 1900. Là également, les broussistes parviennent à représenter 24 groupements lors du congrès, mais dans des circonstances qui semblent toujours relever pour une part de créations fictives. A titre d'exemple, le 19e arrondissement fournit à lui seul six groupements, dont trois pour le seul quartier d'Amérique. Ce sont donc bien les arrondissements du nord et du nord-est de Paris qui fournissent à l'U.F.C. ses plus importants contingents de militants et ceux dans lesquels les broussistes conservent une influence, même au sein de la S.F.I.O.

Ainsi, les conséquences de la scission de 1890, qu'elles soient immédiates ou plus pernicieuses, ont modifié sensiblement l'aspect de la F.T.S.F. Il s'agit désormais d'une organisation qui repose plus sur ses notables que sur les traditionnels militants syndicalistes, d'une organisation qui a perdu plus de la moitié de ses groupes parisiens et dont les résultats électoraux marquent également le déclin. Cependant, il est bien difficile de mesurer en détail le poids de la scission dans ce processus. Bien avant le congrès de Châtellerault, la F.T.S.F. souffrait d'un manque de dynamisme, voire d'un déclin sérieux, que de nombreux militants avaient déjà signalé. Depuis le milieu des années 1880, la F.T.S.F. perdait des militants¹⁸. Les allemanistes, dont il semble que le parti, le P.O.S.R, ait gardé avec la F.T.S.F. des années 1880 plus de ressemblances que l'organisation broussiste, surent pourtant garder une bien

¹⁸ Lors du congrès de Saint-Étienne, les délégués possibilistes représentent près de 350 groupes, soit près de trois fois le nombre de ceux représentés à Châtellerault. Voir M. Winock, art. cit., p. 35

meilleure audience. La scission aurait donc joué le rôle [38] d'un catalyseur, le mal devant être plus profond au sein de l'organisation broussiste. C'est que le décalage était devenu trop grand entre une doctrine restée révolutionnaire et une pratique qui l'était de moins en moins.

Une activité désormais centrée sur les échéances électorales

Même s'il est difficile de déterminer quel élément a précédé l'autre, il n'en demeure pas moins que le déclin du nombre de militants de l'U.F.C. ne peut être dissocié de l'affaiblissement de l'activité broussiste et d'un recentrage sur les activités liées aux questions électorales qui caractérisent en même temps l'U.F.C. des années 1890. Il semble en effet que cette implantation, désormais limitée, ait eu des répercussions importantes sur la vie et le fonctionnement de l'U.F.C. et plus généralement de la F.T.S.F. Ainsi, composé essentiellement de militants parisiens¹⁹, le comité national n'orchestre plus guère d'activité nationale. On ne compte que deux congrès nationaux, en 1892 et 1894 et une conférence nationale en 1899. Les initiatives d'envergure sont également très rares. A deux reprises seulement, le comité national organise des tournées de conférences : en 1892, le congrès de Paris est précédé de conférences sur l'hygiène et en 1894, celui de Tours de conférences sur les questions agricoles.

Inévitablement, cette situation se reflète dans les débats internes de l'U.F.C. Des critiques qui existaient avant la scission et qui étaient énoncées principalement par les partisans d'Allemane, retrouvent d'autres porte-parole : de nouveau on critique les élus, indisciplinés, on critique le comité national, inefficace et inutile, et à travers lui, à nouveau, les élus ; les élus toujours lorsqu'au nom d'un accord électoral, le comité national et l'exécutif fédéral veulent contraindre un candidat à se désister pour un autre candidat socialiste. La question électorale est donc une donnée importante, elle devient la principale activité de l'U.F.C. et la gestion des campagnes, le principal problème. Cette évolution naît sous la pression de deux [39] processus complémentaires : la diminution des activités traditionnelles qui augmente le poids relatif des élections dans l'ensemble des activités et la croissance réelle de la préoccupation électorale. Ainsi, périodiquement, nous retrouvons dans les réunions ce fameux article ⁹²⁰, véritable phénix dans les deux organisations possibilistes. Le repli sur soi est également un motif de division interne aux groupes et on remarque quelques scissions et exclusions dont l'U.F.C. n'avait certes pas besoin.

La fréquentation des réunions internes à l'U.F.C. en fonction de leurs ordres du jour illustre bien ces difficultés. Ce sont bien celles qui traitent des questions de discipline ou des questions financières qui rassemblent le plus grand nombre de participants, le plus souvent autour de 100 militants alors que les réunions sur des thèmes chers aux conseillers municipaux comme la suppression des octrois, l'hygiène publique, l'Assistance publique ne parviennent que difficilement à réunir plus de 40

¹⁹ Théoriquement constitué de cinq délégués pour chacune des six fédérations régionales, le comité national perd à la fois une partie importante de ses membres dès le début des années 1890 et n'est le plus souvent composé que de militants parisiens. Ainsi, en mars 1894, on ne compte plus que quinze membres, tous parisiens. A cette première dénaturation, s'ajoute la présence massive des élus parisiens en son sein (deux députés et quatre conseillers municipaux en 1894), ce qui renforce à son égard les critiques militantes.

²⁰ L'article du programme municipal, adopté par l'U.F.C. en 1885 réglait les relations entre l'élu et les électeurs en ces termes : "Droit de révocabilité du mandataire confié au comité qui a soutenu sa candidature, après consultation des électeurs en réunion." Le problème et les nombreux débats qui agitent la F.T.S.F. et l'U.F.C., y compris après le départ des allemanistes, tiennent au fait que les militants déniaient aux électeurs extérieurs au parti toute décision concernant un élu du parti ; à l'inverse, l'élu préfère dépendre d'un groupe d'électeurs, plus malléable, que d'une instance militante.

militants. Seuls les débats internes peuvent encore attirer les militants de l'organisation broussiste : voilà qui illustre bien la sclérose qui désormais la mine, sclérose aggravée par le très faible taux de renouvellement à l'intérieur des instances fédérales et nationales.

Sur le plan des activités externes également, les difficultés se font sentir. Celles liées de près ou de loin aux questions électorales semblent mieux se maintenir au cours des années 1890-1900 ; la présence importante d'élus au sein du comité national n'est sûrement pas étrangère à cette politique. Cette permanence est en outre illustrée par la régularité avec laquelle se tiennent les "réunions de compte rendu de mandat" de Paul Brousse auprès des électeurs du 17^e arrondissement. Pourtant, même ces actions subissent le contre-coup d'une crise financière et militante dont une des répercussions visibles est le nombre de candidats présentés par l'U.F.C. lors des élections parisiennes, municipales et législatives. Le nombre de candidatures décline sensiblement durant toute la période certainement moins par l'impossibilité de trouver un candidat, ce qui n'est guère difficile, mais par la nécessité de "rentabiliser une candidature". De quarante quatre candidats lors des élections municipales parisiennes de 1890, on passe à vingt candidats lors des mêmes élections de 1893, puis à douze [40] candidats en 1896 et neuf en 1900. On ne présente plus de candidats que dans les quartiers où l'audience est suffisante pour justifier une propagande active voire, notamment pour les élections législatives, lorsque l'élection est quasiment assurée. Une campagne coûte cher et la Fédération n'a plus les moyens désormais de financer des campagnes inutiles. En effet, outre l'affiche et les tracts propres à chaque circonscription électorale, financés en grande partie par le candidat lui-même, la Fédération édite un manifeste reprenant le programme municipal du parti et différents éléments théoriques et distinctifs de la F.T.S.F.

Pourtant, s'il s'agit là d'une activité qui résiste relativement mieux à la crise militante de l'U.F.C., elle ne fait qu'accentuer le déséquilibre qui s'établit entre les impératifs de la question électorale et les préoccupations de la base militante. Ainsi, la tenue de conférences et de réunions publiques semblent moins reposer sur les structures de la Fédération que sur la volonté d'un homme, le plus souvent Paul Brousse lui-même. Ces réunions thématiques se maintiennent durant toutes ces années mais ne semblent pas mobiliser l'ensemble des militants.

Sur les activités des groupes au cours des années 1890, nous sommes tributaires d'une documentation lacunaire. Il semble cependant que nous puissions dégager un certain nombre d'éléments. Qu'il s'agisse des réunions publiques ou encore des soirées familiales – de loin, la forme d'action la plus courante en dehors des périodes électorales –, nous devons constater une participation des Parisiens qui, si elle demeure limitée, est toutefois supérieure à la seule présence militante (entre 100 et 300 personnes), tout en restant inférieure à celle des réunions électorales de Brousse (souvent 1 000 personnes). Par ailleurs, ce type d'activité n'est pas de règle partout. Elle semble principalement concentrée dans les 18^e et 19^e arrondissements, les autres groupes apparaissant comme nettement moins dynamiques.

Un dernier élément peut illustrer le faible dynamisme de l'organisation broussiste en région parisienne : la participation aux actions traditionnellement communes à l'ensemble du mouvement ouvrier. Si l'U.F.C. apparaît d'une façon assez régulière dans les initiatives de commémoration de la Commune de Paris ou de la Semaine sanglante, elle est, dans ce domaine encore, devancée par d'autres écoles socialistes, allemanistes et blanquistes en particulier. Pire, son rôle organisationnel dans les premiers "1^{er} mai" reste très marginal, quand les broussistes ne sont pas accusés, à tort ou à raison, de saboter l'initiative. Ainsi, la réussite du 1^{er} mai 1890 n'est pas due à la participation des broussistes dont il est dit qu'ils auraient engagé

les ouvriers à rester à l'atelier. L'année suivante, décidément suspects, ils sont évincés par les autres écoles socialistes de la commission [41] d'organisation. En 1895, ils refusent d'y participer, se coupant du même coup d'une initiative qui, si elle décline au cours des années 1890, n'en constituait pas moins une initiative centrale de l'ensemble du mouvement ouvrier.

L'unification socialiste : la confirmation d'un déclin

C'est donc avec un poids militant très largement diminué, une audience électorale déclinante et une activité restreinte que les broussistes s'intègrent dans le processus d'unification socialiste au début du XXe siècle. Pourtant, dans les premiers jours de l'unité, la place qui leur est faite est loin d'être négligeable. Alors que leur poids sur Paris et la banlieue parisienne ne peut être évalué à plus de 200 militants, ils disposent dans les premières réunions unitaires d'une représentation plus qu'honorable. A cet état de fait, plusieurs explications : d'une part, la volonté de diminuer la représentation d'adversaires plus dangereux que les broussistes a certainement provoqué cette mansuétude de la part de quelques partenaires ; d'autre part, l'image de la F.T.S.F. ainsi que son rôle dans une capitale où les guesdistes ont quelque difficulté à s'implanter ont joué en faveur des partisans de Paul Brousse²¹. Quoi qu'il en soit, ils peuvent participer aux premières discussions avec un poids relativement important et c'est à eux que revient le mérite d'avoir, les premiers, demandé la convocation du premier congrès général des organisations socialistes françaises qui se tient effectivement à Paris en décembre 1899.

Pourtant, un congrès comptabilise les mandats, donc les militants, et provoque du même coup une "remise à l'heure des pendules". Les broussistes pèsent peu dans le mouvement socialiste français et, désormais, tout le monde peut s'en rendre compte. Dans les instances qui voient le jour après les premiers congrès, le poids des broussistes est ramené à de plus justes proportions : peu de chose... La dissolution de la F.T.S.F. est prononcée lors du congrès de Tours du Parti socialiste français en 1902 alors qu'on ne compte que huit délégués broussistes (sur un total de 174). Ils sont tous parisiens, ce qui leur permet de maintenir une petite influence au sein de la fédération parisienne où ils disposent donc de huit représentants, sur un total de 31. C'est bien le congrès de Tours qui de l'aveu même [42] de ses dirigeants signe l'acte de décès de la F.T.S.F. ²² :

"Les membres de la Fédération Socialiste de France déclarent que leur raison d'être en tant que groupe spécial n'est plus indispensable mais qu'au contraire, l'unité s'impose pour suivre l'oeuvre par eux commencée."

Dès lors, les broussistes disparaissent comme force qui compte dans le mouvement ouvrier français pour ne plus faire parler d'eux que dans le cadre limité des 17e et 19e arrondissements. On ne compte aucun broussiste dans les discussions préparatoires au congrès du Globe et seulement deux délégués dans les séances du même congrès qui consacrent la naissance de la S.F.I.O. Aucun broussiste ne figure au sein de la commission permanente issue du congrès. Le congrès de Châlon, six mois plus tard, ne modifie en rien leur situation et enregistre au contraire une diminution relative de leur poids. Alors qu'ils disposaient de deux délégués sur les

²¹ La constitution du premier comité de vigilance en 1898 ne tient pas compte de l'importance des organisations et chacune, indépendamment de son nombre de militants, dispose de deux délégués ; chaque journal socialiste a droit également à deux délégués.

²² *Quatrième congrès général des organisations socialistes françaises tenu à Tours du 2 au 4 mars 1902. Compte rendu sténographié officiel*, Paris, G. Bellais, 1902, p. 259.

47 que comptait la délégation parisienne au congrès du Globe, Léon Paris est le seul délégué broussiste au congrès de Châlon.

Ainsi, en 1905, les broussistes ne se maintiennent plus que dans quelques arrondissements bien définis et encore, non sans difficulté. Il s'agit du 17^e arrondissement où Paul Brousse parvient à transmettre un héritage presque intact à Deslandres, son successeur, et du 19^e arrondissement où Rozier et Dubois, aidés par quelques "ex-indépendants" parviennent à conserver leurs circonscriptions lors des élections législatives de 1906. Partout ailleurs, les ex-militants broussistes semblent se fondre dans une dynamique unitaire qui a désagrégé leur groupement. Il semble qu'ils aient pu retrouver une certaine cohésion lors des discussions qui animent la S.F.I.O. à partir de 1907 sur le "cas Hervé", mais il est alors difficile de distinguer ce qui relève des réseaux broussistes proprement dits de ce qui relève des réseaux indépendants : des broussistes sont indéniablement présents et songent à une nouvelle édition du *Prolétaire*, mais dans quelle proportion ?

Ainsi, la principale organisation socialiste des années 1880 s'est réduite au point de ne plus peser que d'une façon extrêmement marginale dans le mouvement ouvrier français du début du siècle et de disparaître totalement dans la S.F.I.O. De ceci plusieurs éléments d'explication peuvent être avancés. D'abord, les effets d'une scission qui, au-delà de la simple perte de militants sur un temps limité, semble se révéler plus grave que prévue. Organisation à base essentiellement corporative dans les [43] années 1880, c'est cette même base que perd la F.T.S.F., et singulièrement l'U.F.C., en 1890. Non seulement elle ne parviendra jamais à la recouvrer, mais elle se révélera incapable de la remplacer par d'autres viviers militants déjà fortement recherchés par les guesdistes et les indépendants. A partir de là, il semble que les faits s'enchaînent d'une façon presque inéluctable : moins de militants, c'est moins d'activité, donc moins de recrutement, des problèmes de plus en plus importants liés à une absence de renouvellement de l'encadrement militant, une organisation sclérosée toujours plus centrée autour de ses élus et une direction contestée et incapable d'impulser une dynamique suffisante indispensable.

Ces faits sont indéniables, mais il nous manque néanmoins des éléments essentiels dans la compréhension de ce déclin. Pour en saisir réellement toutes les données, il faudrait étudier les militants qui quittent l'U.F.C. dans les années 1890, les organisations vers lesquelles ils se tournent, les raisons qu'ils donnent à leur départ... En l'absence de telles données, difficiles à recueillir, nous devons nous en tenir aux faits signalés, tout en gardant à l'esprit qu'existent des raisons plus profondes, en liaison directe avec les difficultés que rencontrent les leaders broussistes pour accorder leurs discours et leurs actes. Comment en effet concilier une base militante qui reste attachée au caractère révolutionnaire de son engagement et une direction engagée dans une voie de plus en plus réformiste ? Comment également prétendre être une organisation nationale lorsque les principales activités de ses leaders consistent à préparer, sérieusement il est vrai, les séances du Conseil municipal de Paris ? Enfin, comment l'U.F.C., et à travers elle la F.T.S.F., aurait-elle pu se développer quand le champ d'intervention de son encadrement tendait de plus en plus à se restreindre ? [44]